



Déclaration liminaire des représentants des personnels du SNUipp-FSU au CTSD 7 avril 2015



Au service de leurs élèves, au service des citoyens, les enseignants sont engagés au quotidien dans leur classe pour faire réussir tous les élèves. C'est avec passion qu'ils mènent leur mission. Pourtant, de gouvernement en gouvernement, les conditions d'apprentissage faites à leurs élèves et leurs conditions de travail se dégradent. Pour couronner le tout, les pouvoirs successifs ont organisé leur déclassement social en bloquant la valeur du point d'indice. Au final, les enseignants ont perdu l'équivalent d'un salaire annuel depuis 2010. Au regard de l'inflation, depuis 2000, c'est une baisse de leur traitement net de 16% ! Si, selon le gouvernement actuel, l'éducation est une priorité, alors il faut des moyens et de la reconnaissance pour les personnels, et cela passe, entre autres, par une reconnaissance salariale. **On ne peut plus considérer le salaire des fonctionnaires comme une variable d'ajustement pour mener à bien une politique d'austérité.** Heureusement, la reconnaissance passe également par la confiance renouvelée de la population. Les élèves et leurs parents connaissent et reconnaissent l'engagement des enseignants.

Une nouvelle fois, le gouvernement a décidé de reporter les travaux portant sur l'organisation de l'école publique après les élections départementales. On pourra souligner ce paradoxe de refuser que la démocratie fonctionne au moment où l'avenir et les conditions de la scolarisation de millions d'enfants de ce pays se dessinent. Cette décision marque le refus d'engager le débat politique sur la base de la réalité vécue par les Français. Les résultats de ces élections sont terrifiants ! Ils trouvent notamment leurs origines dans les mépris, les mensonges, les engagements reniés, Ils confortent l'obsédante certitude de deux mondes parallèles où celui des dirigeants et puissants se tient à distance de celui des citoyens !

Notre département disposera d'un poste supplémentaire à la prochaine rentrée. Nous n'avons pas oublié qu'à la rentrée dernière l'enseignement public a connu une saignée historique de ses effectifs par rapport aux prévisions mais aussi par rapport à l'année précédente. Nous n'avons pas oublié que celle-ci s'est faite au profit de l'enseignement privé confessionnel qui pour la première fois voit son influence repartir à la hausse. Les données disponibles pour la prochaine rentrée confirment ce mouvement (+169 élèves pour la rentrée 2015 dans les effectifs des écoles privées).

Comment expliquer ce transfert d'effectif? La mise en place des nouveaux rythmes et la possibilité laissée aux écoles privées de ne pas entrer dans le dispositif est certainement le facteur prépondérant. On l'a vu, la concurrence entre privé et public s'est intensifiée. Nous attendons de notre ministère qu'il se place aux côtés de l'école publique!

Malgré cette baisse du nombre d'élèves dans les écoles publiques, la moyenne par classe reste de 22,38. Ce taux est supérieur de 1 élève par rapport à la rentrée 2000 mais aussi par rapport au taux d'encadrement moyen dans le privé !

Pour la rentrée prochaine, l'administration valide une nouvelle baisse des effectifs dans les écoles publiques. Cette évaluation se fait sur la base d'un chiffrage que le SNUipp-FSU a transmis aux écoles du département. C'est avec étonnement et parfois colère que nos collègues ont pu constater que les nombreuses demandes d'actualisation de l'administration n'ont finalement pas été prises en compte dans le document de travail. Quelle sera la situation de ces écoles à la rentrée, faute de

moyen, verront-ils des élèves partir vers l'enseignement privé ?! La question est posée !

Une annonce officielle de 36 élèves de moins pour la rentrée 2015 et un poste supplémentaire pourrait présager, à condition d'avoir de bien piètres ambitions pour le service public, d'une carte scolaire techniquement simple à réaliser ! Et pourtant, en faisant un état des lieux objectif, nombre de secteurs nécessiteraient des créations de postes. Ainsi, il faudrait créer d'urgence de nombreux postes de remplaçant pour assurer la continuité du service public sur tout le territoire et pour tous, mais aussi pour assurer une réelle formation continue. Il faudrait aussi créer des classes dans les écoles pour alléger les effectifs, notamment dans les nombreuses petites structures du département. Il faudrait encore mener une vraie politique d'implantation des RASED, compléter ceux qui existent et en créer pour soutenir les élèves mais aussi les enseignants, trop souvent seuls face à la difficulté scolaire. Dans certains villages, seul l'enseignement privé est présent. Il faudrait y implanter une école publique! C'est cette ambition-là que le SNUipp-FSU porte avec la profession !

De toute évidence, les éléments d'orientation transmis par l'administration ne portent pas cette ambition. La création de 4 postes de TR seront à peine suffisant pour assurer les 10 jours annuels de décharge de direction des écoles à 3 classes. En l'état un demi poste supplémentaire serait nécessaire pour hausser à un tiers temps de décharge des directrices/teurs des écoles à 9 et 10 classes du département. Un nouveau poste serait dédié à la création du Plus De Maîtres Que De Classes.

Les comptes sont vite faits : un poste de dotation au département, 5 postes en création, ce sont 4 classes de moins dans le département et des effectifs par classe qui vont retourner à la hausse !

En l'état, les élèves, les enseignants et le service public seraient condamnés à subir une austérité orchestrée par le gouvernement et entièrement dédiée à la minorité qui se partage la richesse de ce pays. Ce sont d'autres choix qu'exigent le SNUipp et la FSU, ils les réclameront dans un cadre unitaire le 9 avril dans la rue !